

# **Au-delà de Weimar !**

## **Pourquoi notre démocratie européenne commune est plus que jamais nécessaire !**

*par Yves Bertoncini, Dr Linn Selle, Marcin Świącicki  
Présidents du Mouvement Européen en France, Allemagne, Pologne*

9 mai 2019

« Initiative pour l'Europe », « Réveil de l'Europe », « Union des nations 2.0 » - ces slogans ont été créés par nos gouvernements et leurs représentants au cours des dernières années. « Faisons l'Europe comme il faut » et « Pour une renaissance européenne » sont les dernières revendications des dirigeants politiques de nos pays. Il est vrai qu'aucun de nos gouvernements ne se contente de l'état actuel de l'Union. Même les modifications des traités de l'UE sont à nouveau à l'ordre du jour, afin que notre continent fasse face aux défis internes et externes.

Nos trois pays ont une responsabilité particulière. L'Allemagne et la France doivent être exempts de toute prétention à l'égard du reste du continent et en particulier de l'Est. Berlin et Paris doivent investir dans la diplomatie multilatérale au-delà des déclarations franco-allemandes. La Pologne, traditionnellement orientée vers la liberté, doit redevenir une force motrice pour une démocratie paneuropéenne pluraliste. La condition préalable est le respect de l'État de droit consacré dans l'article 2 du traité de l'UE. Mais nous devons être honnêtes pour ne pas revenir à la vieille rhétorique du « Triangle de Weimar », qui n'existe plus depuis longtemps. Nous devrions investir dans une voie multilatérale pluraliste, où les défis internes et externes peuvent être débattus ouvertement entre toutes les parties prenantes européennes. Le Triangle de Weimar, s'il est revigoré, ne doit être qu'une des nombreuses plates-formes de débats politiques.

### **Sibiu pourrait-il être une chance pour le jeu démocratique et le pluralisme ?**

Jeudi, les chefs d'État et de gouvernement se réuniront à Sibiu, en Roumanie, à la veille des élections européennes, la plus grande réussite démocratique de l'Europe d'après-guerre. L'un des moteurs du débat sur la réforme qui a conduit à la « route de Sibiu » a été la décision destructrice du Brexit qui a uni les 27 et accru le soutien à l'intégration européenne parmi les citoyens. Mais ni les nombreux discours, ni les demandes sans fin pour répondre à des visions lointaines et les nombreux « débats citoyens », menés avec tiédeur, n'ont débouché sur des actions concrètes. Nous craignons que les résultats de Sibiu ne suivent les déclarations joliment écrites de Berlin, Bratislava et Rome : sans conséquences. Encore une fois, il y aura une formulation appropriée pour décrire le grand projet européen. « Défendre une seule Europe - d'Est en Ouest, du Nord au Sud » est une bonne chose, mais ce ne sera pas suffisant. Les chancelleries de nos gouvernements nationaux ne sont plus des moteurs du changement vers une démocratie européenne pluraliste plus forte.

### **Plus de sommet « bla bla bla »**

Les chefs d'État et de gouvernement se réunissent juste avant les élections européennes. Mais cette fois encore, ils affirmeront leur capacité à rejeter le résultat des élections du Parlement européen. Lorsqu'ils se réuniront à nouveau quelques jours seulement après les élections, ils suivront un dénominateur commun : ils auront la tentation de ne pas donner au Parlement européen une voix décisive dans l'élection du prochain président de la Commission européenne. Il est vrai que le résultat de nos prochaines élections européennes suivra les tendances nationales, la fragmentation des familles politiques. Cependant, la grande majorité des électeurs européens souhaite une Europe démocratique forte. Les

forces destructrices nationalistes peuvent et doivent être battues par une concurrence constructive pour la meilleure politique.

### **Les futurs pouvoirs du Parlement**

Le Parlement européen - la seule représentation directement élue des citoyens européens - doit devenir le centre d'un ordre démocratique parlementaire. Nous avons besoin du droit d'initiative législative du Parlement. Un processus transparent et compétitif des deux institutions législatives, à savoir les chambres du Conseil et du Parlement, doit également être garanti. L'UE sera moins paralysée et plus efficace lorsque le vote à la majorité qualifiée au Conseil sera étendu. Nous avons besoin d'un nouveau système électoral où les listes transnationales, la protection des minorités et la représentation sont essentielles. Cela nécessitera une modification du traité. Mais ce sera un grand pas en avant dans la réduction du déficit démocratique et la promotion des valeurs démocratiques fondamentales européennes et de l'État de droit.

### **Les défis devant nous**

Une communication nuancée à un stade précoce et un dialogue ouvert sont des moyens efficaces de lutter contre la perte de confiance dans la politique, y compris au niveau transeuropéen. Les acteurs politiques qui ont une légitimité démocratique et les groupes sociaux doivent se renforcer mutuellement dans une concurrence honnête à tous les niveaux.

L'Europe doit rester le leader en matière de protection du climat, en garantissant le modèle social le plus ambitieux et en assurant la prospérité dans toutes ses régions. Les 4 libertés de l'intégration européenne : la libre circulation des biens, des capitaux, des services et surtout des personnes nécessitent une gouvernance prudente et durable. Un soutien efficace au développement régional peut être obtenu en consolidant les politiques agricoles et régionales existantes ainsi que les programmes d'investissement axés sur la concurrence. Des instruments intelligents de diplomatie publique européenne et de coopération en matière de défense sont nécessaires.

Nos sociétés ont besoin d'un concours public des meilleures idées et des meilleurs concepts pour parvenir à un système social européen commun.

Mais il est également nécessaire de mettre en place une gestion des frontières extérieures de l'UE qui établisse un contrôle de haut niveau de l'immigration ainsi qu'une solidarité humanitaire aussi élevée que possible avec les réfugiés. Une gouvernance intelligente commune est en mesure de garantir un espace Schengen fort et ouvert. Fixons-nous un objectif : être la plus grande région de libre circulation possible au sein de l'UE.

Notre ambition doit être d'établir les meilleures normes de gouvernance dans toute l'Europe du Sud-Est. Nous avons besoin d'un Balkan occidental prospère pour une Europe stable. Le « processus de Berlin » vers l'intégration des Balkans occidentaux devrait intensifier ses efforts pour impliquer et soutenir efficacement les forces démocratiquement organisées au sein de l'UE et dans les Balkans occidentaux. La stabilité, la solidarité et la responsabilité stratégique d'une Europe démocratique élargie seront également assurées par la bonne mise en œuvre des accords d'association avec l'Ukraine, la Moldavie, l'Arménie et la Géorgie.

**Investir dans la démocratie européenne, c'est investir dans l'avenir. Nous devons revitaliser et élargir notre capacité démocratique à tous les niveaux de notre société européenne. Mais cet investissement doit aller au-delà des institutions européennes. Renforçons le terrain démocratique entre nos pays, les parties prenantes et en premier lieu les citoyens européens.**